

Lyon, le 14 mai 2010

Résultats du Panel régional de conjoncture « Suivi de la situation économique » - mai 2010

Les résultats présentés sont issus du Panel régional de conjoncture « Suivi de la situation économique » CRCI/CCI de Rhône-Alpes, qui a été interrogé du 3 au 10 mai 2010¹.

Les résultats de l'interrogation de début mai sont dans la lignée de ceux du mois précédent. Le bilan mensuel, comme les perspectives à 3 mois et pour 2010 en termes d'activité, marquent une nouvelle amélioration. Les entreprises percevant des signes de reprise sont plus nombreuses, mais ces derniers sont parfois ténus et fragiles. D'après les formalités délivrées par les CCI, les échanges internationaux restent orientés à la reprise en avril mais de façon moins prononcée qu'en mars. L'amélioration du climat des affaires ne s'accompagne toujours pas d'une reprise de l'investissement et les difficultés de trésorerie touchent toujours une part non négligeable d'entreprises. En matière d'emploi, la tendance à la baisse du nombre d'entreprises qui comptent réduire leur effectif se poursuit et le recours aux heures supplémentaires progresse un peu.

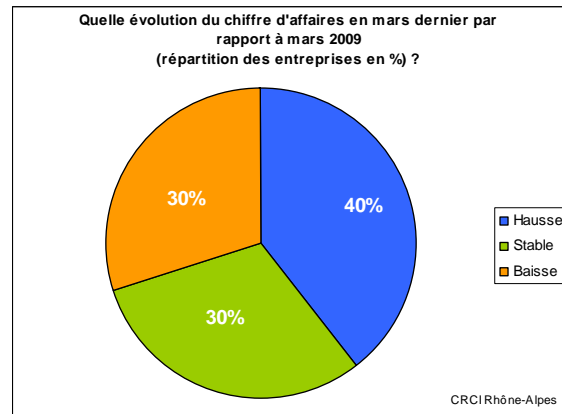
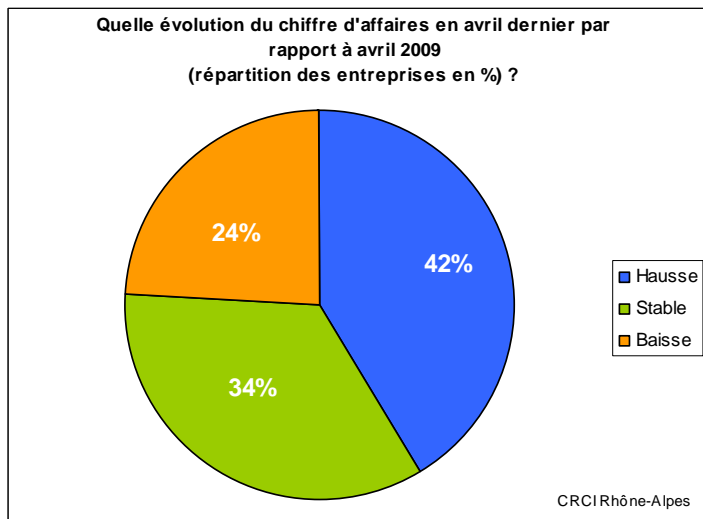
L'activité

Un bilan mensuel toujours en amélioration, sauf dans le commerce

42 % des TPE-PME ont enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires sur un an en avril, soit + 2 points par rapport à mars. La part des entreprises ayant enregistré une baisse du chiffre d'affaires recule à 24 % (- 6 points). C'est notamment le cas dans l'hébergement-restauration et l'immobilier. Dans l'industrie le recul est de 8 points. Cette tendance n'est toutefois pas générale : la part des TPE-PME ayant enregistré une baisse de chiffres d'affaires progresse dans le commerce de gros (à 29 %), le commerce de détail (26 %) et les services informatiques.

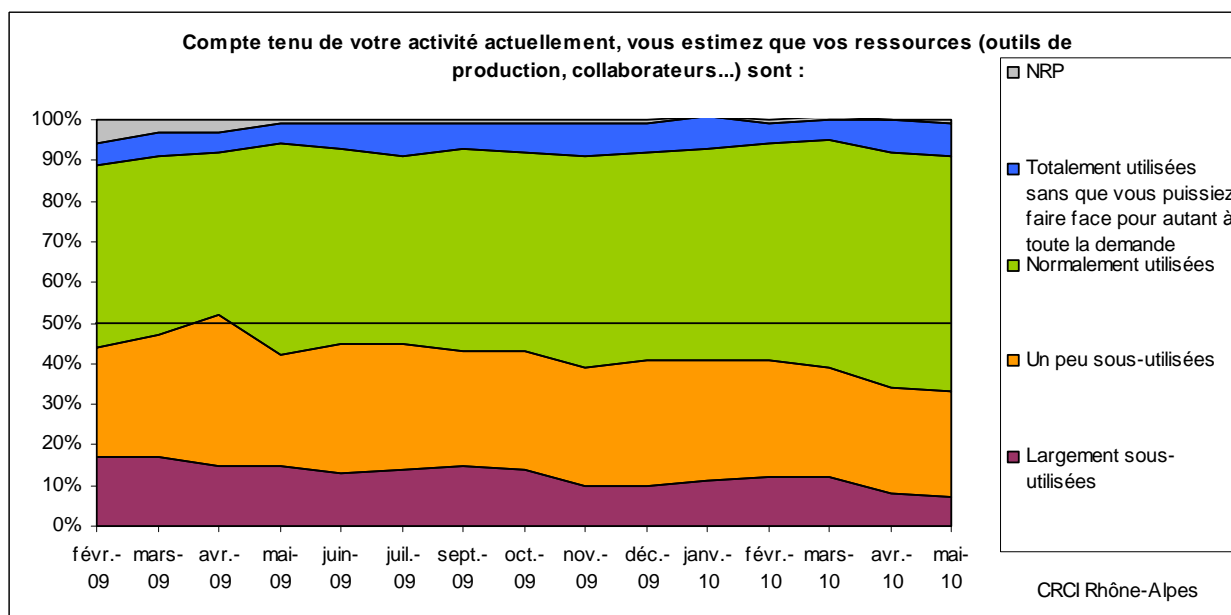
Les entreprises avec un chiffre d'affaires en hausse sont ainsi nettement **plus nombreuses que celles ayant enregistré une baisse de chiffre d'affaires**. Ce solde est positif dans l'ensemble des activités à l'exception des services informatiques et du BTP.

¹ 323 TPE-PME représentatives de l'industrie, du BTP, du commerce et des services, interrogées par téléphone dans l'ensemble des départements de Rhône-Alpes (hors Haute-Savoie).



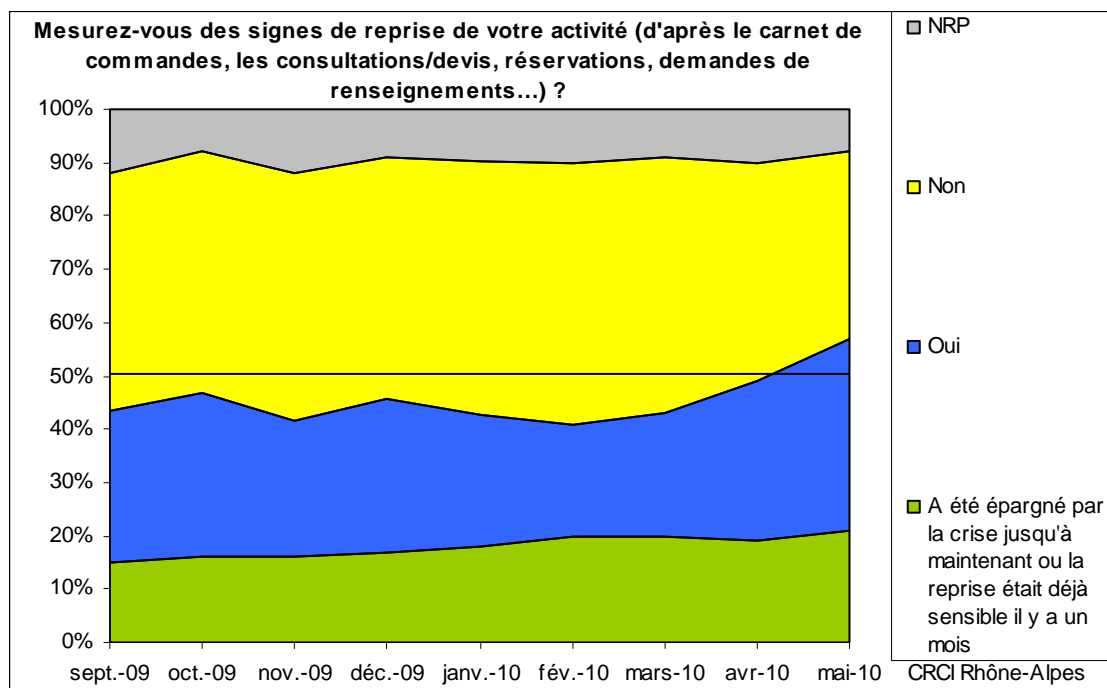
Cette nouvelle amélioration du bilan mensuel **ne se traduit pas par une montée du niveau d'utilisation des capacités de production**. Celui-ci reste globalement inchangé par rapport au mois dernier : 66 % des TPE-PME disent ne pas faire face à une sous-utilisation de leurs capacités de production/prestation de services, avec 8 % des entreprises qui ne peuvent pas faire face à toute la demande malgré l'utilisation de toutes leurs capacités de production.

Le niveau d'utilisation des capacités de production connaît cependant quelques variations en fonction des activités : il progresse dans l'hébergement-restauration et se replie un peu pour certains services aux entreprises (transport de marchandises et services informatiques).



Dans le même temps, le **nombre d'entreprises qui disent percevoir des signes de reprise progresse toujours** (36 %, + 6 points).

La situation reste ainsi partagée, avec 35 % des entreprises qui ne perçoivent pas la sortie de crise pour leur activité et 57 % qui disent être épargnées par la crise ou perçoivent des signes de reprise. Mais l'écart entre ces deux situations tend à s'accroître, et ce dans le bon sens.



Cette progression dans la perception des signes de reprise se vérifie notamment ce mois dans l'industrie et l'hébergement-restauration.

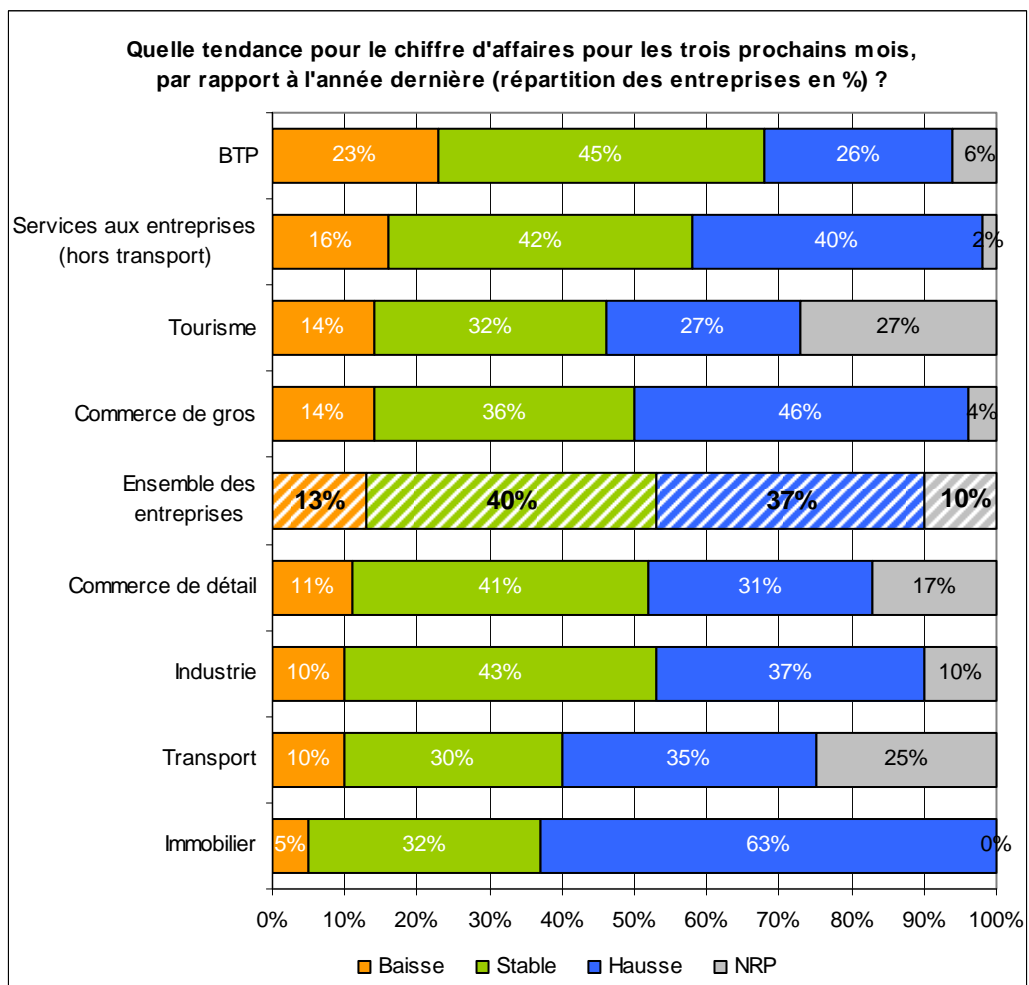
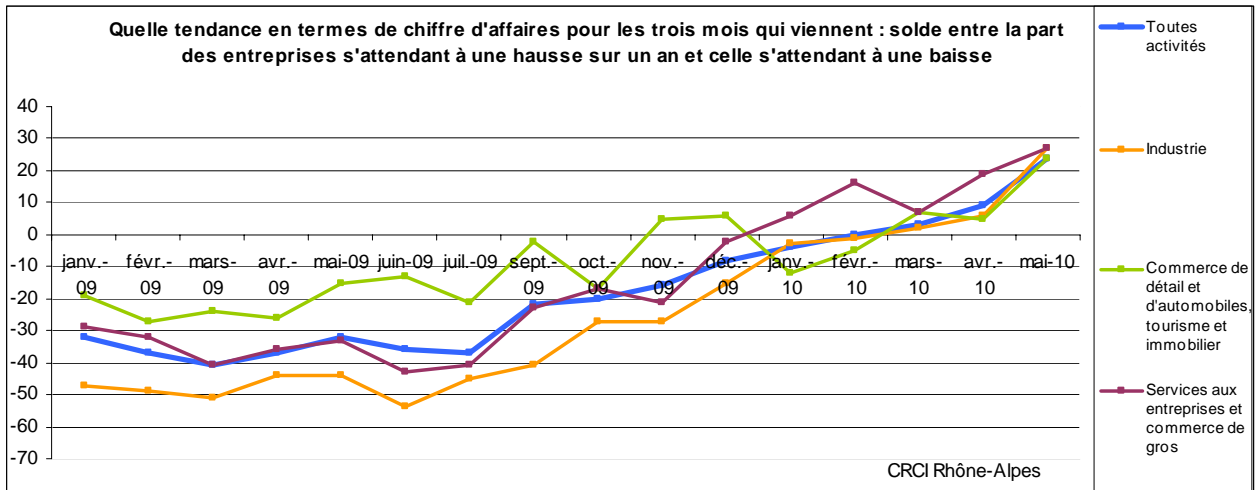
Il convient de continuer à préciser que dans leurs commentaires qualitatifs, de nombreuses TPE-PME signalent toutefois que **les signes de reprise qu'elles constatent sont ténus et fragiles, et que pour certaines l'activité est particulièrement erratique.**

Autre résultat notable, alors que le niveau moyen des « non réponses » à la question est de 8 %, **il atteint 29 % dans le commerce de détail, ce qui peut traduire l'incertitude quant à la solidité de la consommation.**

Des perspectives à trois mois et pour 2010 qui continuent de s'améliorer

C'est toujours la **tendance à la stabilité du chiffre d'affaires** sur un an qui l'emporte pour les perspectives à 3 mois (40 % des TPE-PME), mais on note une **progression sensible de la part des entreprises qui s'attendent à une hausse (37 %, + 9 points)**. Le solde « part des entreprises à la hausse » - « part des entreprises à la baisse » devient nettement positif. C'est le cas pour l'ensemble des secteurs. Dans le BTP l'écart est toutefois limité.

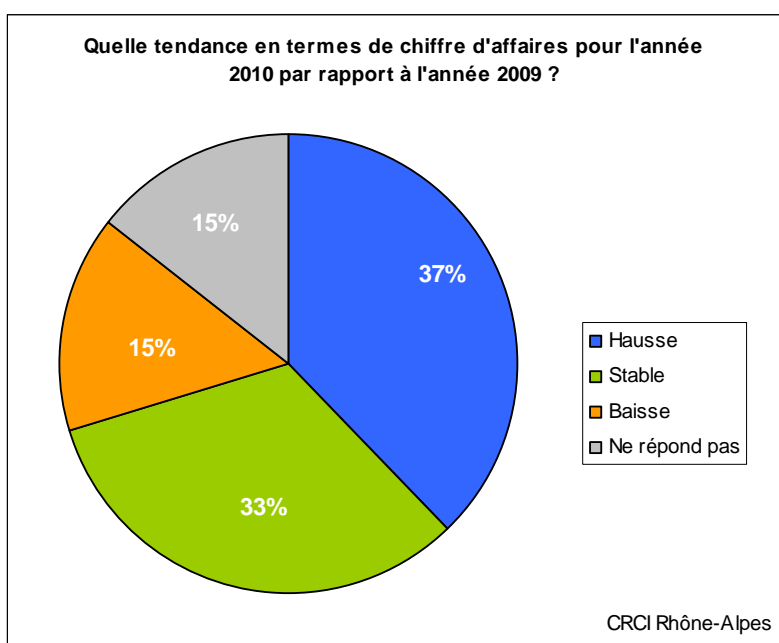
Le niveau des « non réponses », qui peut traduire un manque de visibilité, est important dans l'hébergement-restauration et le transport.



Les **perspectives pour l'ensemble de l'année 2010, en termes d'évolution du chiffre d'affaires, sont aussi meilleures que le mois dernier**. Début mai, ce sont les TPE-PME qui s'attendent à une progression de leur chiffre d'affaires en 2010 qui sont les plus nombreuses (37 %, + 11 points par rapport au mois précédent).

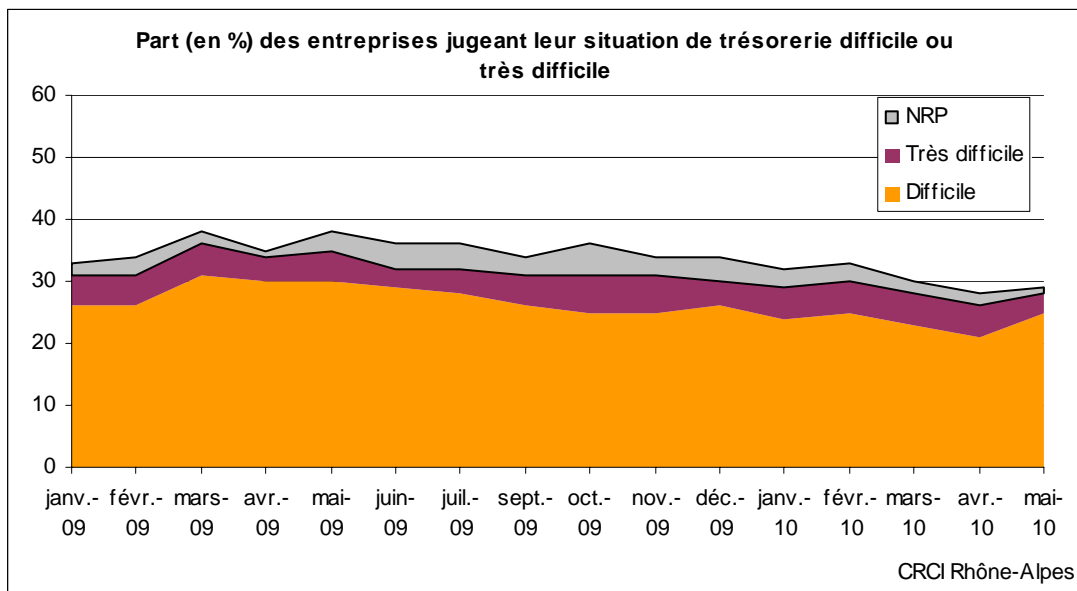
Le recul de la part des TPE-PME qui s'attendent à une baisse de leur chiffre d'affaires (15 %, - 5 points) se vérifie pour la plupart des secteurs. Ce n'est toutefois pas le cas dans le commerce de gros et le commerce de détail.

C'est dans le BTP que cette part des entreprises qui s'attendent à une baisse de chiffre d'affaires est la plus élevée (23 %), mais elle est toutefois en recul.



Trésorerie : des difficultés toujours bien présentes

L'amélioration du climat des affaires ne s'accompagne pas d'un recul des difficultés de trésorerie : **28 % des TPE-PME signalent ainsi des difficultés de trésorerie début mai** (+ 2 points par rapport au mois précédent). Si ce niveau de difficultés recule dans l'industrie (33 % d'entreprises en difficulté, - 2 points) et dans les services informatiques, il **progressé par contre dans le BTP** (32 %).

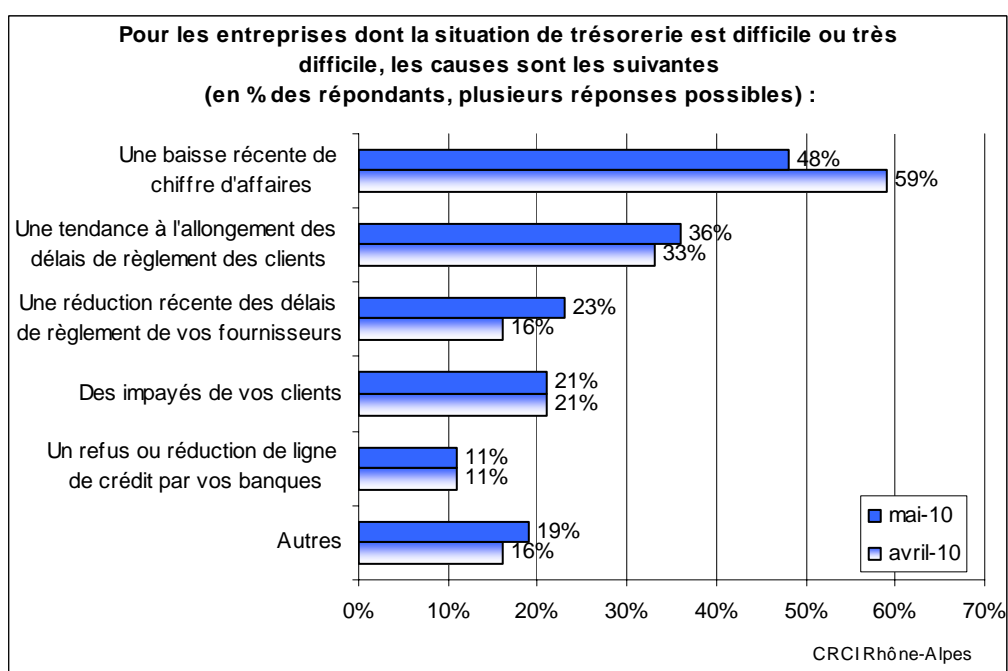


L'insuffisance de chiffre d'affaires demeure la première cause des difficultés de trésorerie, mais elle est moins fréquemment citée. Pour les entreprises en difficultés de trésorerie, le climat des affaires est moins bien orienté que pour l'ensemble des TPE-PME. En avril, 29 % de ces entreprises ont enregistré une hausse de chiffre d'affaires sur un an et 30 % une baisse. 31 % d'entre elles perçoivent des signes de reprise et 47 % n'en perçoivent pas. En termes de perspectives à trois mois ou pour 2010, le solde « part des entreprises s'attendant à une hausse » - « part des entreprises s'attendant à une baisse » est positif mais de peu, la tendance qui l'emporte étant la stabilité.

Le niveau d'utilisation des capacités de production des entreprises en difficulté de trésorerie est moins élevé que pour l'ensemble des TPE-PME : 53 % disent ne pas faire face à une sous-utilisation de leurs ressources (58 % en moyenne). Pour **17 % des entreprises en difficulté de trésorerie, les capacités de production sont largement sous-utilisées** (8 % seulement en moyenne).

Dans le même temps, **11 % des entreprises en difficulté de trésorerie mobilisent totalement leurs ressources sans pouvoir répondre à toute la demande**.

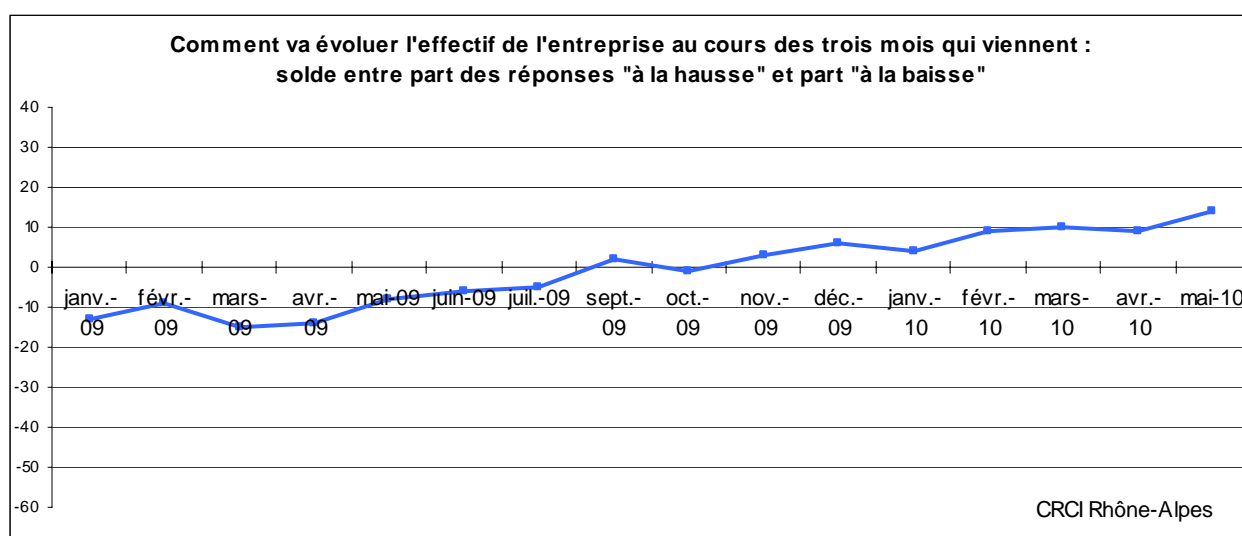
Ces éléments semblent indiquer que parmi les entreprises en difficulté de trésorerie, on trouve à la fois des TPE-PME qui souffrent des conséquences d'une longue période de « sous-activité » et d'autres qui sont fragilisées dans un contexte de reprise.



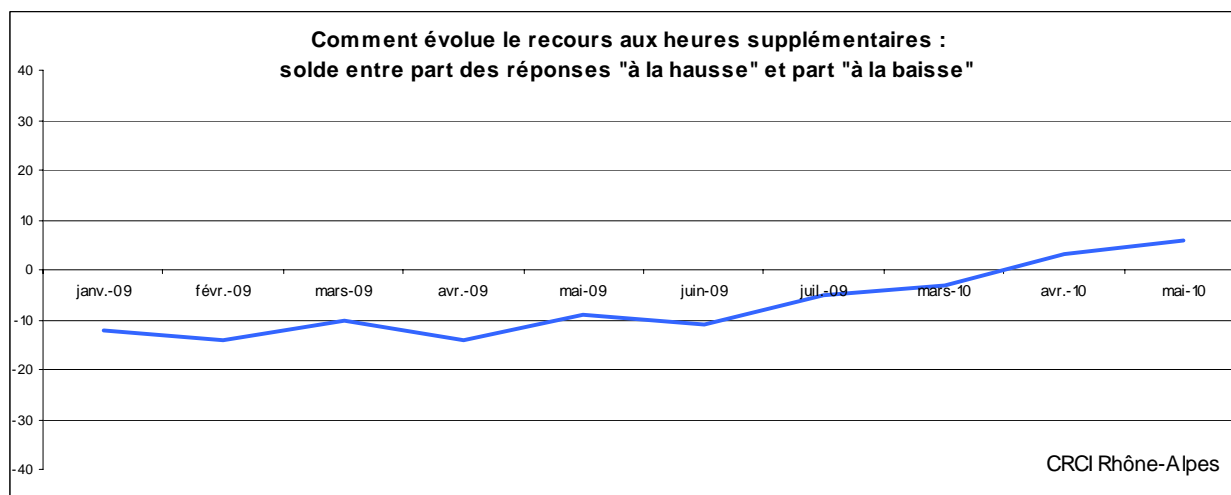
L'allongement des délais de règlement des clients reste la seconde cause citée, et le niveau des impayés est constant. La réduction des délais « fournisseurs » est en progression.

Emploi : poursuite du redressement des heures supplémentaires

75 % des TPE-PME annoncent toujours une stabilité de leur effectif au cours des trois prochains mois. Pour le quart restant, la tendance à la hausse (18 % des entreprises) l'emporte sur la tendance à la baisse (4 %)². La part des entreprises comptant diminuer leur effectif poursuit ainsi son recul.



En matière d'heures supplémentaires, les constats du mois dernier se confirment. La moitié des entreprises n'a pas recours aux heures supplémentaires et pour les autres, ce recours est stable. **Mais la part des entreprises qui augmentent leur niveau d'heures supplémentaires progresse un peu (à 10 %) alors que celles qui le baisse est en recul (à 4 %).** Le solde « hausse – baisse » reste ainsi positif et progresse. C'est dans l'industrie et l'hébergement-restauration qu'il est le plus positif.

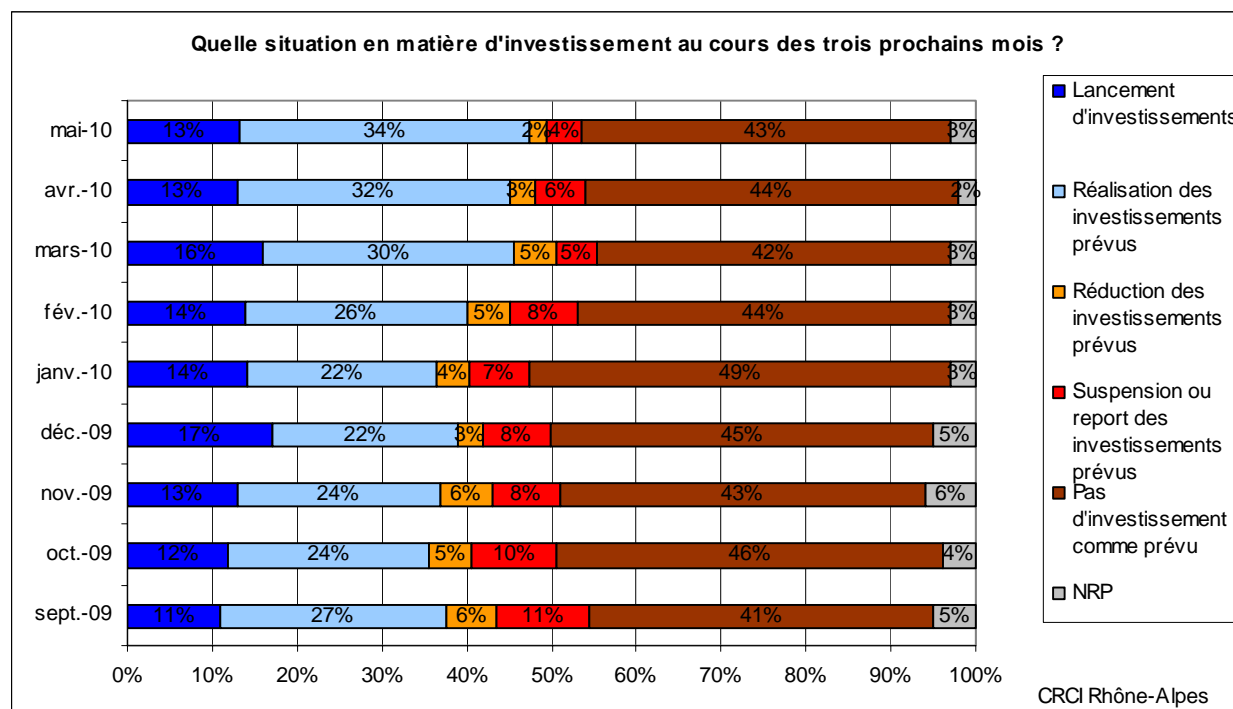


² Cela ne signifie pas nécessairement une hausse globale du nombre d'emplois dans la mesure où il s'agit d'un solde « en nombre d'entreprises » et non « en salariés ».

Situation toujours atone pour l'investissement

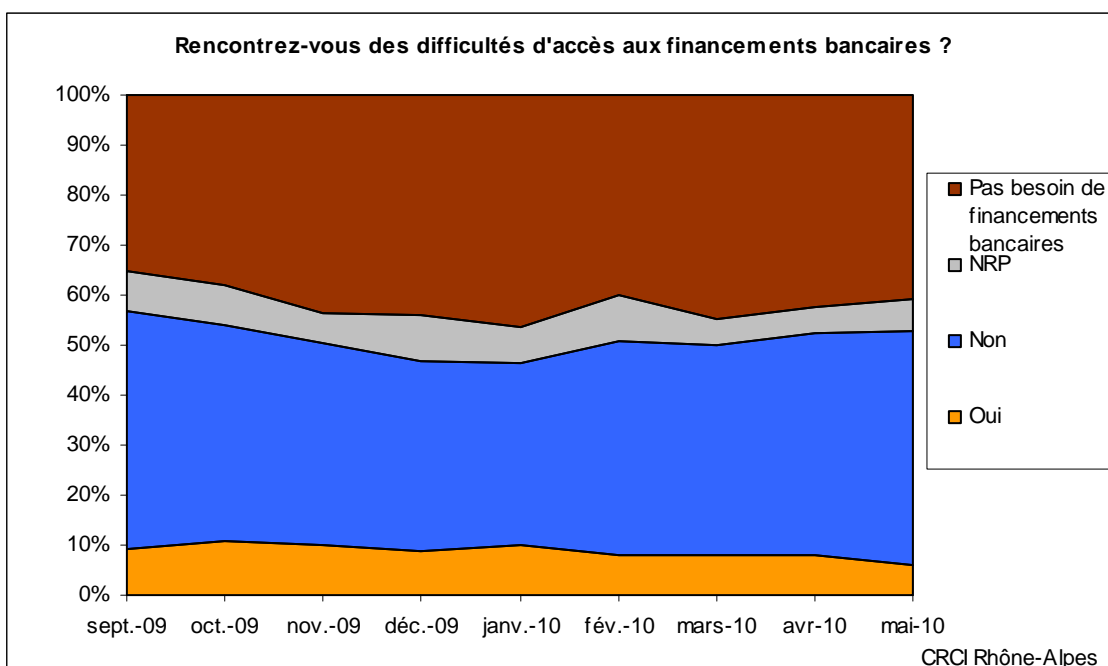
L'amélioration de la situation conjoncturelle ne s'accompagne toujours pas d'une reprise des projets d'investissement. Il y a toujours autant d'entreprises qui vont investir dans les trois mois que d'entreprises qui ne vont pas le faire.

Si la part des entreprises qui suspendent ou réduisent des projets d'investissement recule encore (à 9 %), celle des entreprises qui vont lancer des projets d'investissement stagne (13 %).



Recul des difficultés d'accès aux financements bancaires

Dans un contexte de **légère progression du besoin de financements bancaires**, d'après les déclarations des entreprises, les difficultés d'accès à ces financements sont à la baisse : 6 % de l'ensemble des TPE-PME et 11 % de celles qui ont besoin de financements bancaires signalent en effet des difficultés.



Plus de 80 % des TPE-PME qui signalent des problèmes d'accès aux financements bancaires connaissent des difficultés de trésorerie.